Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

239 | Juillet-Septembre 2007

Les piémonts argentins semi-arides

La précarité paysanne argentine en milieu semi-aride : exemple de Santiago del Estero

Emilie Starck

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/2476>

DOI : 10.4000/com.2476

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007

Pagination : 363-394

ISBN : 978-2-86781-424-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Emilie Starck, « La précarité paysanne argentine en milieu semi-aride : exemple de Santiago del Estero », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 239 | Juillet-Septembre 2007, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/2476> ; DOI : 10.4000/com.2476

La précarité paysanne argentine en milieu semi-aride : exemple de Santiago del Estero

Emilie STARCK ¹

« La terre appartient à celui qui la travaille » dit le paysan. Cette vérité ancestrale pose pourtant l'un des problèmes majeurs de l'espace rural argentin. Santiago del Estero, province du Nord-Ouest, n'échappe pas au problème terrien issu de la confrontation entre une population rurale importante de petits producteurs sans titre de propriété, et de l'autre, une logique économique nationale répondant aux impératifs du marché international. En effet, 7 exploitations provinciales sur 10 sont des minifundios c'est-à-dire des unités de production à faibles superficies cultivées et marquées d'une grande pauvreté structurelle. L'absence de réforme agraire en Argentine, à la différence de la majorité des pays sud-américains, a consolidé un modèle d'appropriation en faveur des grands propriétaires : les latifundios. Depuis une trentaine d'années, l'expansion de la frontière agricole nationale liée au cycle économique du soja transgénique, jusque dans des zones écologiquement fragiles, a bouleversé tout un ordre social de la structure agraire provinciale. Le minifundio sans limites définies, jusqu'alors sujet à la préoccupation de la survie du groupe familial sous une forte interaction avec le milieu semi-aride, devient le protagoniste d'un conflit terrien sans précédent.

Le cas spécifique de la province de Santiago Del Estero permet de mettre en valeur les caractéristiques de la précarité d'occupation du sol associée à une organisation paysanne particulière, à savoir le désordre territorial est-il la conséquence d'une désorganisation sociale et/ou l'inverse ? Il est intéressant de s'interroger sur les capacités de réponse des minifundios dans ce type d'espace rural conflictuel, en vue d'acquérir une meilleure connaissance de

1. Doctorante en Géographie, L.G.P.A. et UMR ADES (Dymset), Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 ; starckem@hotmail.com

Figure 1. – Situation de la Province de Santiago del Estero.

ses besoins, d'autant plus que le désintérêt politique engendre une information sur le sujet quasi inexistante.

L'étude se focalisera sur l'espace rural profond tel qu'il est défini par Kayser (1990) : comme un

« espace, qualifié de marginal par certains, de « réserves » par d'autres, dont la productivité est faible et où la modernisation a peu joué. C'est un espace appauvri, asthénique, mais dans une certaine mesure disponible où la société elle-même, vieillie, reflète la difficulté des conditions de vie ».

Ces espaces sont à Santiago del Estero des espaces de vie c'est-à-dire actifs. Étant donné que l'une des principales caractéristiques des exploitations sans limites définies est la dispersion territoriale, l'unité urbaine du village ne sera pas prise en compte pour orienter la recherche directement à l'échelle de l'exploitation.

L'analyse de la particularité territoriale de la province s'est avérée indispensable, dans un premier temps, pour comprendre comment l'intrusion spatiale du soja transgénique a accentué le conflit terrien et la réaction paysanne qu'il a créée dans une seconde partie. Enfin, la persistance du problème dans le temps impose une remise en question de la condition paysanne.

I – Le « malaise rural santiagueño »

A – Une occupation précaire de la terre

1 – Des exploitations agricoles sans limites définies

Santiago del Estero est la province qui détient le plus grand nombre d'exploitations sans limites définies au niveau national ce qui traduit une extrême précarité de l'occupation du sol.

Zones	Nombre d'exploitations agricoles aux limites définies	Nombre d'exploitations agricoles sans limites définies	Total des exploitations agricoles
Argentine	297 425	36 108	333 533
Santiago del Estero	10 830	10 119	20 949

**Tableau 1. – Les exploitations agricoles en Argentine
et dans la province de Santiago del Estero.**

(Source : INDEC, Recensement 2002)

Le tableau 1 permet de constater que si la province regroupe 3,6 % des exploitations nationales aux limites définies, elle rassemble 28 % des exploitations argentines sans limites définies soit 10 119 unités. Au niveau provincial, ces dernières représentent 48 % des unités de production.

Paz (2002) affirme que les exploitations sans limites définies se réfèrent étroitement aux conditions de marginalité, qu'elles soient économiques ou territoriales. En effet, les départements où ce type d'exploitation est important coïncident avec les plus hauts taux de pauvreté. Dès lors, cette forme d'occupation du sol peut-elle être considérée comme directement liée à la présence des minifundios ? L'étude sur le terrain a confirmé cette constante. En d'autres termes, cette catégorie d'occupation correspond à une logique économique de survie. Le producteur ne dispose pas d'un capital de départ pour acquérir légalement la terre. De ce fait, les minifundiaires liés à ce type d'exploitation sont en position d'occupants et ceci aussi bien sur des terres publiques (25 %) que privées (23 %). Ce statut qualifie les personnes qui vivent et exploitent la terre sans tenir un titre de propriété légalisant leur présence. Déjà, le recensement de 1988 montrait que 90 % de ces occupants appartenaient à ce groupe ; il en est de même aujourd'hui. Les autres 10 % légalisent leur occupation par l'obtention d'un permis, qui ne leur confère cependant pas les droits de propriété. Le plus souvent, ils transforment le minifundiaire en métayer. Les exploitations sans limites définies sont donc directement liées aux petits producteurs en statut d'occupant, et caractérisées comme la conséquence d'une « occupation de fait ». L'occupation et la mise en valeur de ces terres peut exister depuis plusieurs générations.

En considérant qu'un minifundio occupe une superficie cultivée de 0,1 à 10 ha, les exploitations aux limites définies sont au nombre de 2 598 en 2002. Cela signifie que sur les 12 717 minifundios de la province, environ 80 % sont sans limites définies selon les statistiques de l'INDEC (Institut national de recensement). Incontestablement, les exploitations sans titre de propriété constituent la principale cause du « malaise » rural.

2 – La répartition départementale des exploitations

L'analyse de la répartition des exploitations selon les départements permet de mettre en évidence la dynamique territoriale des exploitations sans limites définies à l'échelle de la province.

L'observation du nombre des exploitations aux limites définies montre que Rivadavia est un cas unique puisque toutes les propriétés y sont délimitées. Dans la même dynamique, Belgrano compte seulement 3 occupations

Figure 2. – Répartition des exploitations agricoles selon les départements.

(Source : INDEC, Recensement 2002)

terriennes illégales. Ces deux départements, situés au sud-est de la province, bénéficient des faveurs climatiques du Chaco humide comme Aguirre, General Taboada, Juan F. Ibarra. En conséquence, l'occupation du sol a très tôt attiré un système de production agricole intensif maîtrisé par des grands propriétaires. La majorité des propriétés font plus de 100 ha dans les départements Juan F. Ibarra et General Taboada.

Les départements de La Banda et Robles sont marqués par la plus grande différence entre les deux types d'exploitations. Ils intègrent la « *Mesopotamia santiagueña* » constituée par les terres agricoles irriguées situées entre les rios Dulce et Salado, les deux sources principales en eau superficielle de la province. Cela permet une abondance des cultures : le coton, la luzerne, l'horticulture, les melons, les citrouilles, les citronniers, les oliviers, les pommes de terre et les pastèques y sont cultivés de façon intensive sur de grandes surfaces.

La rareté des ressources hydriques, caractéristique de la semi-aridité, est un frein à la production ; il est clair que les espaces les mieux pourvus en eau et en sols fertiles ont été monopolisés par les grands propriétaires. C'est le cas, entre autre, dans les départements Pellegrini et Jimenez dans le nord-ouest de la Province où les ressources phréatiques sont propices à l'exploitation.

D'autre part, la figure 2 met en évidence que dans les départements Copo, Atamisqui, Loreto, Quebrachos, Salavina et Figueroa, par ordre croissant, les exploitations sans limites définies sont largement majoritaires. Il convient d'en expliquer les causes.

L'histoire de l'occupation des sols de la Province a été marquée par « l'âge d'or » du *quebracho*. Cet arbre typique du climax du Chaco sec a permis à Santiago del Estero d'être le pilier de la construction du chemin de fer argentin, au début du XX^e siècle, grâce à la fabrication de traverses et de poteaux. L'exploitation forestière a accompagné l'installation du réseau ferroviaire qui a organisé l'espace provincial jusqu'à nos jours puisque les principales routes ont été construites en parallèle. L'extraction du *quebracho* généra une poussée migratrice vers les zones rurales. Celle-ci engendra la naissance de petites localités le long du tracé ferroviaire dont le cœur économique n'était basé que sur le bois et son exportation. Les travailleurs venaient de la zone même ou des régions voisines. Parallèlement, une vague de privatisation des terres publiques (qui ont connu d'une importante augmentation de leur valeur monétaire), provoqua la vente de grandes parcelles forestières principalement à des groupes de Buenos Aires. La déforestation incontrôlée s'est alors intensifiée mais a permis aux bûcherons et aux nouveaux arrivants de s'installer sur ces zones récemment défrichées et laissées à l'abandon. Une économie de subsistance s'est alors développée sur ces restes de forêt « *chaqueña* » basée sur un élevage caprin extensif, la culture du coton et la production de charbon de bois. À la fin des années 1960, le cycle économique lié à l'exploitation forestière s'épuisant, ces zones rurales ont été fortement touchées par l'émigration mais les perforations et infrastructures hydrauliques effectuées au temps de « l'âge d'or » du *quebracho* ont permis le maintien d'une occupation humaine.

Le sud-ouest du rio Dulce a été la partie provinciale où le réseau ferroviaire a été le plus développé et il constitue la zone où les exploitations sans limites définies sont les plus nombreuses (Atamisqui, Loreto, Salavina, Quebrachos, Guasayan). En effet, les $\frac{3}{4}$ des exploitations n'ont pas de titres de propriété. La majorité des minifundiaires rencontrés occupe la terre depuis 2 ou 3 générations. Les départements Copo et Alberdi suivent la même logique car ils ont bénéficié à l'époque de l'extension d'un réseau secondaire de voies ferrées.

Ainsi, la dynamique territoriale engendrée par le chemin de fer a laissé des traces dans l'organisation de l'espace actuel. Le facteur hydrique s'est combiné pour former le dessin spatial de la province.

Dans les années 1950, le gouvernement provincial entreprit le développement d'un réseau d'irrigation. Parallèlement, son projet était de regrouper les minifundiaires autour de ces infrastructures en distribuant des parcelles de 25 ha. Le maximum toléré était de 50 ha. Le petit producteur devait alors acquitter d'un droit d'exploitation pour pouvoir irriguer sa parcelle. Le but était que le paysan quitte son autarcie économique pour enfin se développer en ayant accès au marché provincial, voire national. Cependant, la volonté

d'enrayer le système du latifundio n'a pas eu le succès escompté. En 1991, les grands propriétaires occupaient 77 % de la superficie cultivée irriguée par le rio Dulce. De plus, il s'avère aujourd'hui que les parcelles cédées sont bien plus petites. L'exploitation illicite du canal par des constructions aléatoires, l'installation illégitime de plusieurs familles sur une parcelle, la vente d'un lopin de terre sans en avertir les autorités, l'accès aux droits d'irrigation payables à l'année ... sont autant d'éléments qui expliquent une importante concentration des occupants dans cette zone. Il est à noter que la surface irriguée par le rio Dulce regroupe 60 % de la population provinciale du fait d'un réseau d'irrigation plus élaboré que celui du rio Salado.

Figuerroa est un cas particulier dans la province car ce département est traversé par le rio Salado en son centre ce qui en fait un cas unique. Toutes les autres entités territoriales ne bénéficient que des eaux des rivières limitrophes avec un autre département. La situation géographique du cours d'eau, joint à un système d'irrigation, facilite une exploitation directe de ses eaux et sur les deux rives. Le site privilégié vis-à-vis de la disponibilité hydrique justifie le chiffre record de 1 472 exploitations sans limites définies et confirme que la présence de l'eau est un facteur décisif de la présence des occupants.

3 – Une marginalité territoriale

La dynamique territoriale interne à chaque département se caractérise par une concentration humaine dans les zones irriguées qui s'oppose à la faiblesse démographique des zones non irriguées dites de « *secano* ».

L'exploitation sans titre de propriété, étant reconnue comme illégale par les autorités politiques, n'est donc pas connectée aux canaux d'irrigation secondaires qui alimentent les parcelles. Mais, l'exploitation illicite de l'eau depuis les canaux d'irrigation ou les deux rivières provinciales, le rio Dulce et le rio Salado, est un procédé devenu commun dans le paysage agraire. Elle y est d'ailleurs plus intense du fait de l'absence de réglementation sur l'occupation des terres de l'espace irrigué. Cette situation concerne aussi les minifundiaires qui ont leur titre de propriété, étant donné les défaillances techniques du réseau d'irrigation. Le paysan creuse des tranchées à la bêche et irrigue ainsi sa parcelle. Les zones irriguées attirent donc le minifundiaire propriétaire autant que les occupants illégaux.

Aucune information n'est disponible pour savoir si le nombre d'exploitations sans limites définies est plus important en zones irriguées ou non. Cependant, la pression terrienne sur ces terres a instauré naturellement un certain ordre territorial, certes limité, mais bien présent. Ce qui est sûr, c'est que ce type d'exploitation est majoritaire en zone de « *secano* ».

Ces exploitations sont « refoulées » dans des espaces où la capacité productive de la terre est faible au vu de la rareté de l'eau. Ce sont d'ailleurs ces espaces sans grande fertilité qui ont été délaissés et abandonnés en priorité au profit des zones irriguées. Ils ont donc favorisé l'installation de producteurs occupants puisqu'ils constituaient des espaces inhabités.

Un grand propriétaire aura recours à la construction d'un puits, dont le coût est inaccessible aux minifundiaires. Et cela d'autant plus que les qualités pédologiques font que les nappes phréatiques sont rares et profondes sur la majeure partie du territoire provincial. Les petits producteurs utilisent des moyens moins élaborés pour collecter les eaux pluviales comme la constitution de réservoirs d'eau précaires ou la construction de tranchées le long des flancs des routes terreuses, situées en amont de l'exploitation. Les petites retenues d'eau situées dans les parties basses du terrain exploité sont aussi un procédé commun. Hormis leur utilité agricole pour une irrigation minima, elles sont utilisées pour la consommation animale voire même humaine selon les conditions de vie et du milieu. L'installation naturelle de ce type de retenue, alimentée par l'eau de pluie, est souvent en corrélation avec une nappe phréatique proche de la surface. Dans ce cas, le paysan peut construire un mur d'encerclement cimenté sur le précédent réservoir qui s'enfonce au fur et à mesure du temps dans la retenue d'eau. La construction de ce puits sommaire permet une ressource en eau plus ou moins régulière (Photo 1).

Photo 1. – Puits et retenue d'eau dans la périphérie de Villa Atamisqui.

(Cliché : Emilie Starck)

En appui à ces constructions établies à l'échelle de l'exploitation, le petit producteur peut avoir recours aux retenues d'eau et puits communautaires situés dans les villages : il va sans dire que leur utilisation est limitée. Au moins, ces points d'eau assurent un minimum de survie pour les minifundiaires pendant la période sèche hivernale.

Il va de soi que ces infrastructures archaïques de collecte des eaux ne permettent pas un développement agricole conséquent, mais suffisent tout juste à assurer une autosubsistance empreinte d'une grande pauvreté. Le toit en chaume, typique de l'habitat rural appelé « *ranchos* », rend impossible une collecte plus efficace des eaux pluviales par un système de gouttières relié à un réservoir.

C'est dire que le minifundio doit s'adapter aux difficultés du milieu. L'éclatement spatial de la ressource hydrique en zone de « *secano* » et sa rareté engendrent une dispersion des unités de production. En ce sens, une exploitation avec sa propre réserve d'eau assume son propre fonctionnement et est donc autonome. Par conséquent, les exploitations sans limites définies créent une fragmentation territoriale ponctuée par des aires de production marginales. Dès lors, le paysage rural se caractérise par un habitat dispersé. Pour cela, les espaces non irrigués sont le support privilégié des marginalités territoriale et sociale assumées par les paysans au statut d'occupant. Cependant, l'étude sur le terrain rend compte aussi d'une certaine dispersion des unités de production dans les espaces irrigués, même si elle est moins notable que dans « l'intérieur sec » des départements. À ce titre, il faut noter que les rives des deux rivières provinciales se caractérisent par un mitage de l'espace, mitage rendu possible par l'exploitation directe et illicite des cours d'eau. Cette caractéristique provinciale confirme la tendance régionale puisqu'en 2001 l'INDEC indique que 51 % de la population rurale du Nord-Ouest argentin est dispersée.

B – Les pratiques agricoles

1 – Le rapport direct avec la terre

Le contexte socio-économique du minifundiaire se caractérise par une absence d'infrastructures basiques dans les domaines de l'eau, de la santé, de l'éducation... Le profil agricole du minifundio dans la province de Santiago del Estero est marqué par la prédominance de la culture du maïs, suivie de celle de la luzerne, et est exclusivement maintenue par une main-d'œuvre familiale. Sans coût économique, cette stratégie permet d'assurer un minimum vital viable concrétisé par une production agricole vivrière et extensive. La récolte est principalement vouée à l'autoconsommation et les maigres excédents sont vendus sur le marché local ou insérés dans un système de troc.

Corral (2003), dans son travail de thèse, précise que « les décisions relatives à la consommation sont inséparables de celles qui affectent la production ». La logique économique repose donc sur le court terme puisqu'une capitalisation financière soutenue est impossible.

Par conséquent, le minifundiaire vit dans une autarcie financière, territoriale et morale importante.

L'absence d'investissement et la faiblesse du régime pluviométrique limitent l'espace de production. Le minifundiaire ne peut cultiver qu'un espace réduit, les possibilités « d'artificialisation du milieu » étant minimales. Il se doit donc de le connaître dans sa totalité pour mieux l'exploiter. La famille consomme les fruits de son labeur sans intervention externe. En ce sens, son rapport avec la terre est direct. Les formes d'exploitation de la ressource hydrique le montrent : l'exploitant s'accorde avec ce que lui offre le milieu. Le déterminisme naturel est bien de mise dans les zones dites de « *secano* ».

2 – L'activité pastorale

Dans ce contexte économique, l'élevage est une activité complémentaire, généralisée à chaque minifundio. D'une part, il est un investissement moins risqué que l'agriculture face aux aléas climatiques du milieu semi-aride et d'autre part, il ne nécessite pas une attention particulière du chef de famille. L'activité pastorale est le seul placement à plus ou moins long terme que le minifundiaire peut développer à partir du noyau interne de son exploitation. En effet, il s'intègre totalement dans le système autarcique du paysan puisque les animaux s'accommodent de l'environnement immédiat du foyer pour se nourrir. À ce titre, l'élevage caprin est largement majoritaire dans la zone de « *secano* », étant donné ses qualités d'adaptation au milieu, et son coût d'investissement minime. Les producteurs occupants en ont le monopole puisqu'ils détiennent 63 % du cheptel provincial en 2002. Sur 10 119 exploitations sans limites définies dans la province, 8 773 détiennent des caprins. L'activité bovine est moins développée (24 % du cheptel de la province) par suite de son coût d'investissement plus onéreux. Selon les statistiques, le troupeau d'une exploitation type sans limites définies est composé d'une cinquantaine de caprins et d'une trentaine de bovins. Les chevaux, porcs, moutons et animaux de basse cour complètent ce panorama. La variété et le nombre d'animaux dépendent de la « richesse » accumulée : par exemple, tous les occupants ne disposent pas de vaches puisqu'elles n'intègrent que 6 870 exploitations illégales. Cependant, l'étude de terrain montre bien des disparités quant aux nombres de têtes par unité de production. Dans le département Figueroa, le troupeau se réduit à une trentaine de caprins et à une dizaine de bovins. À Atamisqui, les statistiques de 2002 attribuent 70 chèvres par occupant

alors qu'en 1995, R. Paz calculait environ 26 têtes par exploitation pour le même département dans son étude sur l'élevage caprin dans la province. C'est dire que l'évaluation de la production des exploitations sans limites définies présente quelques difficultés.

Par ailleurs, plus la zone cultivée est petite et plus l'activité pastorale est développée pour assurer un capital minimum de survie au producteur. L'exemple du département Atamisqui, où 96 % des exploitations sont sans limites définies, rend compte de cette tendance.

Figure 3. – Système agraire type.

(Source : Paz, 1995)

Les parcelles dont la surface cultivée se situe entre 0,1 et 1 ha sont celles dont le nombre de têtes animales est le plus élevé.

Ce contact avec le marché local se fait essentiellement par l'intermédiaire de l'activité pastorale. Quand le minifundiaire a besoin d'argent liquide rapidement, il vend un animal.

Enfin, l'activité pastorale des occupants se caractérise par des exploitations à champ ouvert c'est-à-dire où les animaux ne sont pas limités dans leurs déplacements par une barrière artificielle. C'est ici que l'essence même des exploitations sans limites définies prend alors tout son sens. Plus la zone de pâture sera étendue et plus la surface allouée au producteur sera grande. Et cet espace sera considéré comme propriété par l'occupant. Le troupeau se

disperse dans la nature, effectuant des distances de plus en plus longues en fonction de l'épuisement progressif de la végétation. L'eau est la seule garantie pour le producteur du retour de ses animaux dans la soirée. Il les rassemble alors dans un enclos appelé « *corral* » pour y passer la nuit.

La pratique extensive de l'élevage, malgré l'avantage économique qu'elle procure, présente de nombreux problèmes vu l'absence de contrôles alimentaires et sanitaires. La faible productivité est à associer à un taux de consanguinité impressionnant. Par manque de moyens financiers, le minifundiaire peine à renouveler son troupeau qui vieillit. Les bêtes sont âgées, fortement sensibles aux maladies, les taux de mortalité sont donc importants. De plus, le manque de fourrage engendre des animaux maigres ; il n'est pas rare de voir des vaches efflanquées ne dépassant pas 200 kg. Ces faiblesses physiques offrent des qualités de viande et de lait médiocres. Il faut noter que 90 % de la production pastorale est vouée à la consommation interne du foyer.

Les exploitations sans limites définies sont la traduction concrète de ce que nous pourrions nommer « l'anarchie territoriale » comme principale caractéristique du « malaise rural » de la province de Santiago del Estero. Si le mode de vie d'un occupant se raccorde fortement à celui d'un minifundiaire propriétaire, il s'en éloigne par une marginalité territoriale plus accrue. La rareté hydrique et la pauvreté conditionnent la vie productive de l'exploitation. Dès lors, les précarités matérielle et terrienne des occupants leur confèrent une grande vulnérabilité face aux aléas climatiques, politiques et économiques.

II – L'intrusion du soja transgénique

À partir des années 1970, le soja s'est introduit timidement dans le paysage agricole de l'Argentine pour devenir, deux décennies plus tard, le fer de lance de l'agriculture nationale. Aujourd'hui, le pays est le troisième producteur mondial.

A – L'invasion d'une culture et ses méfaits

1 – Le « boom » du soja transgénique

a – Un cycle humide climatique

Santiago del Estero est aujourd'hui le principal producteur de soja du Nord-Ouest argentin. Cette performance agricole ne serait pas possible sans les faveurs d'un climat plus humide.

Figure 4. – Évolution du régime pluviométrique entre 1946-1975 et 1976-2005 pour quelques localités.

(Source : Acuña, 2005)

L'observation du régime pluviométrique permet de distinguer d'un côté le contexte climatique dans lequel s'est introduit la culture (soit de 1946 à 1975), et de l'autre, l'augmentation générale des précipitations (entre 1976 et 2005). Les localités Bandera (département Belgrano), Malbran (Aguirre), Anatuya (Toboadá), Quimili (Moreno), situées dans le sud-est de la province, ainsi que Pozo Hondo (Jimenez) et Nueva Esperanza (Pellegrini) dans le nord-ouest, enregistrent une évolution de la moyenne annuelle de plus de 150 mm entre les deux périodes. Seules Sachayoj et Campo Gallo (Alberdi) bénéficient d'une augmentation inférieure à 100 mm, or les moyennes annuelles restent supérieures à 600 mm.

L'étude des variations pluviométriques entre 1941-1990 et 1991-2002 (Galvan, Infante, Acuña, 2003) confirme une augmentation des pluies de 20 à 40 % dans l'ouest de la Province et une extension de la « limite » du Chaco humide dans le sud-est. Par contre, pour le centre sud, il n'y a pas de variations significatives : cette zone reste la plus sèche avec une moyenne pluviométrique annuelle tournant autour de 500 mm.

Il faut souligner que cette augmentation des pluies est soumise aux particularités de la semi-aridité. De ce fait, l'évolution est très variable selon les espaces considérés et selon des périodes temporelles distinctes. L'année 2004 a été marquée par une grande sécheresse qui a touché l'ensemble du territoire ; 2007 est jugée positive. La fréquence des précipitations est donc incertaine

mais dans un cadre général, le climat de la province de Santiago del Estero est plus humide depuis une trentaine d'années. Associé à une génétique améliorée, il confère à la Province un haut potentiel de rente.

b – L'extension de la culture du soja

En 35 ans, la production mondiale de soja a augmenté de 495 %. Sa culture a par conséquent gagné du terrain, surtout à partir de 1997 lorsque l'Argentine a adopté le soja transgénique. La superficie agricole nationale dédiée à cet oléagineux double en une décennie pour atteindre 10 300 000 hectares en 2000. Cette dynamique a été impulsée par les multinationales et l'INTA (Institut National de Technologies Agricoles) présent dans toutes les provinces.

Santiago del Estero a intégré l'avancée de la frontière agricole issue du noyau pampéen. De 1992 à 2007, la culture du soja transgénique a été multipliée par 10 pour atteindre 863 000 ha, soit 21 % du territoire santiagueño. Le « boom » oléagineux s'est effectué principalement en 2001 lorsque l'Argentine a abandonné le système de convertibilité avec le dollar. Les produits primaires ont retrouvé alors des prix compétitifs et attrayants pour le marché international. De 2001 à 2002, la superficie plantée a explosé, passant de 313 000 à 663 030 ha (fig. 6). C'est dire que l'intrusion du soja dans le système agricole a été rapide et importante à tel point que le soja constitue la meilleure implantation de toute l'histoire de la province.

**Figure 5. – Évolution de la superficie cultivée en Soja
(Province de Santiago del Estero).**

(Source : INTA, 2007)

L'expansion territoriale de l'oléagineux s'explique par deux phénomènes :

- d'un côté, le soja s'est substitué aux cultures traditionnelles comme le coton. Jusqu'en 1998, ce dernier fut la dynamique principale de la production agricole ; Santiago del Estero était la seconde Province productrice du pays, après celle du Chaco. À partir de 1999, la baisse des prix internationaux et de la demande interne a poussé les producteurs vers la culture du soja, séduits par sa haute rentabilité économique. La chute de la superficie cotonnière témoigne de cette tendance. En 1997, la plante prédominait sur 244 000 ha ; en 2006, elle n'occupe plus que 60 000 ha. La régression de la surface cultivée en coton coïncide avec le « boom » expansif du soja.
- de l'autre, la demande croissante pour ce dernier a naturellement élargi la frontière productive de la province aux espaces les plus humides en intégrant des zones destinées à l'origine à l'exploitation forestière ou à l'élevage. Les départements situés à l'extrême est (Rivadavia, Belgrano, Toboada, Ibarra, Moreno et Alberdi) sont ceux qui détiennent la meilleure aptitude à la culture du soja, tout comme les départements Pellegrini et Jimenez, dans une moindre mesure, au nord-ouest. Ils correspondent aux régimes pluviométriques et aux ressources hydriques artésiennes les mieux fournies. Ces départements assument 96 % de la production provinciale en 2003 sur un total de 715 000 ha. Les zones d'irrigation ne participent que très peu à la production à cause de la sensibilité physique du soja à la salinité.

Le seuil climatique accepté par la plante, génétiquement modifiée, est poussé à son maximum. Associée à une technologie moderne, la production devient alors possible sur des espaces écologiquement marginaux. Concrètement, la culture du soja s'étend sur les zones de « *secano* ». Son introduction dans le département de Choya en est un exemple.

c – Une culture réservée aux grands propriétaires

La culture du soja « n'a pas tellement d'exigences » (M. Molino, INTA, entretien du 28 avril 2007). En effet, l'essence même du soja transgénique est de s'adapter plus facilement au milieu environnant. Cependant, ses bons rendements nécessitent un investissement technologique tel que des engrais chimiques. Dans ce cadre, seuls les producteurs capitalisés peuvent entreprendre cette démarche. Les plantations de soja sont dirigées par des entreprises dont le siège se situe pour la majorité à Santa Fé, Tucuman ou Cordoba. Certaines multinationales ont aussi investi les champs santiagueños. Un tel intérêt se justifie par la rentabilité acquise par le soja transgénique dont 90 % de la production nationale est vouée à l'exportation. Les ventes sont partagées

entre le marché brésilien et l'Union européenne. Le cycle du soja ne se définit pas seulement par sa culture mais implique tout un processus agro-industriel, qui par son développement important depuis les années 1970, a permis à l'Argentine d'être aujourd'hui le leader mondial dans la fabrication de l'huile et de la farine de soja. Cette dernière est principalement tournée vers l'alimentation animale. Le pays a donc largement bénéficié de la crise de la vache folle européenne. Ainsi, le soja transgénique est une culture d'exportation associée à une technologie importée et moderne qui s'insère dans le circuit commercial international. Il va sans dire que le minifundiaire est en marge de ce processus.

Pour assurer une économie d'échelle, l'expansion territoriale de la culture a introduit une intense pression terrienne. D'une part, le phénomène se définit par une concentration progressive de la terre entre les mains des grands producteurs. Si le nombre d'exploitations agricoles baisse de 173 unités entre 1988 et 2002, le total de la superficie cultivée quant à lui augmente de 557 000 ha. D'autre part, l'extension de la frontière agricole provinciale a permis une revalorisation des terres. À tel point que les prix d'achat ont flambé. Les terres de meilleure aptitude se vendent actuellement autour de 460 euros/l'hectare soit des prix comparables à ceux de la Pampa humide. Cependant, il faut souligner que les terrains dans leur majorité, surtout ceux de zones marginales, sont attractifs du fait de leurs bas prix malgré une inflation généralisée.

2 – Le conflit terrien

a – L'expulsion des minifundiaires en situation illégale

La précarité juridique des occupants trouve sa limite mais surtout explose avec la vague d'extension spatiale de la culture du soja transgénique. Un latifundiaire qui achète des terres, notamment en zone de « *secano* », se heurte au problème de l'occupation non régularisée d'une partie de sa propriété par des familles paysannes. Deux options se présentent à lui pour défendre son bien : l'entente territoriale ou l'expulsion des occupants.

La première qualifie une donation d'une portion de la propriété. La superficie octroyée dépend de la bonne volonté du propriétaire ; quant aux besoins du paysan, elle ne dépasse généralement pas 50 ha. Par la suite, la grande exploitation est clôturée et les titres de propriété régularisés.

Le cas des expulsions est complexe. Soit elles sont à l'origine d'un refus du paysan vis-à-vis de l'entente territoriale ce qui est rare vu la faible capacité de réponse dont il dispose. Soit le grand producteur décide de défendre sa propriété sans consensus. Dans ce cas, ou il fait appel à l'aide policière pour

faire valoir ses droits, ou il contracte une entreprise de sécurité privée, ou enfin, il fait appel à une main-d'œuvre informelle issue des quartiers pauvres de la capitale. Avant d'arriver à cette fin, le propriétaire doit, en théorie, faire appel à la justice pour qu'un juge délivre un permis d'expulsion contre les « intrus ». Pourtant l'article 182 bis, adopté dans la législation provinciale en septembre 2000, bouscule cette procédure. Il octroie au juge la liberté de décider d'une expulsion sans procédure juridique, c'est-à-dire en s'appuyant simplement sur la véracité des dires du supposé propriétaire. En clair, l'expulsion des occupants dépend de la subjectivité du juge.

La fréquence des expulsions est difficile à déterminer étant donné que beaucoup sont silencieuses : l'occupant quitte son exploitation sans aucune résistance. L'action n'a donc pas d'écho dans l'opinion publique. Cependant, nous ne pouvons pas affirmer qu'il s'agit de cas isolés, la médiatisation du phénomène, depuis une vingtaine d'années, permet de se rendre compte que les expulsions sont un mal rural bien prégnant et régulier surtout dans l'est de la Province. L'unanimité des personnes rencontrées pour l'exécution de cet article soutient qu'elles sont plus nombreuses que les accords terriens souvent défavorables à l'occupant du point de vue de la surface donnée.

Malheureusement, les faits reportés ont conduit à associer ces expulsions à une violence inimaginable. Santiago del Estero est la province où les morts pour la défense de la terre sont les plus nombreux. Les cas d'expulsion les plus violents relatent des hommes armés et nombreux, intimidant les occupants, ou encore l'utilisation de bulldozers détruisant tout sur leur passage. Au mois d'octobre 2000, un officier de justice et quatre policiers se sont présentés à la maison de la famille Guevara (Vilelas, département Ibarra) leur demandant de quitter les lieux sur décision judiciaire. Les occupants cédèrent sous la menace d'être expulsés par « 100 agents d'infanterie et gaz lacrymogènes ». Le jour suivant, la famille est revenue sur l'exploitation où elle travaillait depuis 30 ans, pour récupérer ses affaires personnelles et n'y retrouva que des cendres. Ceci est un exemple des abus de pouvoir et tromperies mis en œuvre. Il se peut que le supposé propriétaire se présente, avec sa « garde personnelle », sur une exploitation d'occupants sous prétexte d'une expulsion mais sans aucun ordre judiciaire. Les détentions au poste de police sont faits courants car à partir du moment où le paysan refuse de quitter ses terres, le supposé propriétaire peut l'accuser d'usurpation de propriété. Les conclusions d'un rapport établi par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme en 2003 dénoncent l'existence de réunions entre propriétaires d'Añatuya dont l'objectif est d'organiser et de financer des groupes armés pour procéder à des expulsions le plus souvent illégales.

b – Lois en faveur de l'occupant

Face à la procédure d'expulsion, le paysan peut avoir recours à la justice pour faire valoir ses droits terriens grâce à la Loi de prescription de 1869 (réformée par la loi 14159). Encore faut-il que, dans une première étape, il ait connaissance de celle-ci. La médiatisation a permis de grands progrès à ce sujet. Cette loi permet à l'occupant d'accéder à la propriété individuelle sous certaines conditions. Tout d'abord, il doit justifier une occupation continue et pacifique des lieux sur une période de 20 ans minimum. En 1998, 73 % des occupants rentraient dans ce cadre. L'exploitation doit avoir bénéficié, dans ce laps de temps, d'améliorations comme la construction d'un « *rancho* », d'un enclos pour les animaux, d'une retenue d'eau ou d'un puits, l'établissement d'une haie... En somme le paysan doit prouver son activité productive sur la parcelle en question comme unique source de revenus. Il doit montrer par l'entretien continu de celle-ci qu'il a agi comme un propriétaire. Ainsi, le cadre juridique fixé par la loi garantit la propriété de la terre mise en valeur à la majorité des occupants et définit donc l'exploitation sans limites définies comme une possession légitime bien qu'illégale.

Le gouvernement de Menem a mis en place la Loi indigène en 1994 sous la pression de l'ONU et l'éthique de la défense des droits de l'homme. À la différence de la loi de prescription, celle-ci octroie un titre de propriété communautaire où est reconnu le territoire d'occupation. Dans ce cas la communauté paysanne doit faire preuve de ses origines indiennes et d'un système productif solidaire dont les tâches d'exécution sont partagées par les membres du groupe. Etant donné la dispersion des exploitations sans limites définies dans l'espace rural, cette loi est difficile à faire valoir.

Cependant, l'accès à la justice n'est pas sans obstacle. Dans un premier temps, les faibles ressources économiques du minifundiaire limitent l'opportunité judiciaire. L'application de la loi d'acquisition implique des frais importants comme les honoraires d'avocat, la prise des mesures de l'exploitation et le cadastrage de la propriété par un géomètre, l'appel à un greffier pour établir l'écriture... C'est dire que la loi met à l'écart les paysans les plus pauvres. À ceci s'ajoute toute une procédure administrative impliquant des démarches que le minifundiaire n'a pas l'habitude d'effectuer comme la demande de nombreux justificatifs écrits difficiles à obtenir : par exemple, il lui est demandé de rassembler les reçus de paiement des impôts dans le cas des terres fiscales, même si les documents ne sont pas à son nom.

Dans un second temps, le clientélisme et le laxisme politique de la Province, hérités du gouvernement Juarez, s'avèrent un frein puissant à toute action (Starck, 2004). La logique judiciaire veut que la procédure entamée par l'occupant soit présentée devant le même juge qui a décidé l'expulsion dans une première délibération. Il est possible d'en changer mais la durée du procès

est alors prolongée pour une longue durée. La province de Santiago del Estero compte 15 juges. Les avocats Mabel Llinas, Luis Santucho ou encore Pablo Muratore (entretien du 11, 15 et 5 mars 2007) avouent que la justice ne favorise pas les occupants et que les juges, issus de la ville, méconnaissent la réalité du problème terrien. L'impartialité de la justice est plus que remise en question notamment par l'article 182 bis. Par ce titre, le gouverneur Juarez a justifié l'adoption de cet outil juridique sous le simple argument de la préoccupation de deux importants entrepreneurs, en visite dans la Province, face à l'invasion arbitraire des terres par des paysans. La désorganisation territoriale appliquée dans ce contexte politique peut parfois créer des situations aberrantes. Par exemple, les policiers du commissariat de Añatuya (département General Taboada) ont demandé de présenter un titre de propriété à la famille Quiñonez pour pouvoir déposer une plainte contre le propriétaire Mr Peiretti. Celui-ci les a expulsé violemment de sa nouvelle propriété, avec l'aide de la police, le 7 décembre 2004. La connivence du pouvoir judiciaire avec le gouvernement, et par conséquent avec la police, est toujours de vigueur malgré l'intervention d'une nouvelle autorité politique imposée par le gouvernement national en 2004. Le nouveau gouvernement provincial a seulement compliqué un peu plus l'application de l'article en demandant un minimum d'instruction.

3 – MOCASE et la cause paysanne

a – Le mouvement social paysan

Le regroupement des principales organisations paysannes de la Province a impulsé la création de l'organisation autonome MOCASE (*Movimiento Campesino de Santiago del Estero*) le 4 août 1990. Cette mobilisation a traduit une prise de conscience de la force du mouvement paysan dans la défense collective de ses droits, et a permis à cette classe sociale marginalisée de trouver une voie d'expression à son identité. L'image d'une lutte se dessine clairement dans les convictions contre les grands propriétaires et l'autorité politique.

La popularisation et la défense des droits terriens sont devenus le fer de lance des idéaux du MOCASE, dorénavant porte-parole du mal être paysan aux niveaux provincial, national et international. Une des actions exemplaires du mouvement, quant à la prise de conscience de l'opinion publique, intervient le 12 octobre 1998 dans la commune de La Simona (département General Taboada). La mobilisation des partisans du MOCASE en occupant les terres de façon continue avec une tente (« *Carpa negra de La Simona* ») pour défendre le territoire d'un groupe de familles face à G. Massoni, propriétaire de 6 000 ha intégrant La Simona, associée à une médiatisation internationale, a permis de stopper les bulldozers pour entrer dans un processus d'entente territoriale impulsé par l'État argentin.

Photo 2. – *Sigle MOCASE.*

(Cliché : Emilie Starck)

Pourtant, ce sentiment d'unité a été rompu lors de l'assemblée générale de novembre 2001. Trois des dix organisations locales ont refusé le système d'autorité verticale en vue de l'élection d'un président, en faveur de la concertation directe avec les adhérents. Dès lors, si les objectifs restent les mêmes, le MOCASE est divisé en deux groupes. La séparation reste un sujet qui avive les esprits encore aujourd'hui.

Le MOCASE institutionnel est représenté par le président actuel Quido Corvalan. La principale source financière de ce groupe provient du PSA (Programme Social Agraire) et de la Fédération Agraire Argentine. Les réunions mensuelles de la commission directive s'effectuent au siège du PSA. Cette association civile réunit 13 commissions zonales. La résolution du problème terrien se base sur une concertation avec les hautes autorités judiciaires et politiques du gouvernement provincial de la part du président.

L'autre groupe se dénomme « MOCASE Via Campesina » et son siège est à Quimili (département Moreno). Ce mouvement n'a pas de statut juridique proprement dit mais utilise, quand besoin est, le statut provincial de l'ONG « CENNEP ». Il intègre au niveau national le MNCI (*Movimiento Nacional Campesino Indigena*), au niveau du continent sud-américain le CLOC (*Coordinadora Latino-americana de Organizaciones del Campo*) et enfin à l'échelle mondiale : *Via Campesina*. L'organisation regroupe

9 « communautés ». L'incorporation du mouvement aux organismes internationaux génère une source financière considérable, le budget annuel étant de 100 000 €. Cette disponibilité monétaire a permis le maintien de la FM del Monte, l'achat d'un camion pour la coopérative Ashca Cayku (Durand, 2005) entre autres. Le fonctionnement interne se base sur un communautarisme refusant toute autorité. En ce sens, il n'y a pas de leader, « nous sommes tous égaux » affirme le partisan R. Lobos (entretien du 26 avril 2007). Lui-même justifie l'absence de relation entre le MOCASE Via Campesina et le PSA car ce dernier voulait imposer sa volonté. Le MOCASE Via Campesina privilégie l'action au dialogue avec les autorités.

À chaque conflit terrien apparaît une des organisations, et aujourd'hui un occupant qui refuse l'expulsion a recours à celles-ci, même si souvent il ne fait pas la différence entre les deux mouvements. Celles-ci informent le paysan sur les procédures à suivre, et lui attirent un avocat s'il n'en a pas les moyens financiers. Ainsi, le MOCASE reste la référence idéologique dans la représentation des droits paysans.

Nous ne pouvons pas nier que la division a affaibli le mouvement et amoindri la représentation de la force paysanne provinciale. D'un côté, le MOCASE institutionnel est critiqué pour sa relation intime avec l'État alors que l'action politique est indispensable pour sortir du problème terrien. De l'autre, le MOCASE Via Campesina est pointé du doigt pour le négoce de la pauvreté issu de l'internationalisation des financements. Nous ne pouvons qu'en déduire que l'union hypothétique de ces deux mouvements aurait des retombées plus que bénéfiques sur la résolution du conflit terrien.

b – L'enlèvement institutionnel

Le mouvement social paysan n'a pas réussi à constituer un véritable poids politique. Pour preuve, la législation n'a pas été modifiée si ce n'est en pire avec l'article 182 bis. Sur ce peu de considération de la part de l'État national et du gouvernement provincial, l'idéal du MOCASE s'essouffle lentement et les dérapages de son action sont de plus en plus nombreux.

Selon l'analyse de Benencia (1996), le cycle vital d'un groupe ou son évolution se décompose en 3 phases. Le MOCASE est l'une des rares organisations paysannes provinciales à avoir dépassé les deux premières étapes de formation et d'accomplissement des objectifs de départ. La crise du groupe constitue la dernière étape ; les signes prémisses de celle-ci se traduisent par exemple dans la constitution de sous-groupes informels qui se réunissent pendant leur temps libre. L'étude de terrain montre que les deux MOCASE sont dans cette phase.

Dans un premier temps, la crise est identitaire. L'intervention d'un partisan du MOCASE institutionnel lors de la réunion du 7 mars 2007 est éloquente : « Qui sommes-nous ? Il faut s'unir nous autres paysans car l'ennemi est grand ! ». Ce monologue de 5 minutes sur la nécessité de redéfinir l'identité de l'organisation et le manque d'union entre les membres a suscité un simple acquiescement de la commission directive et non un débat. L'effort à fournir est considérable lorsque des conflits d'intérêts s'introduisent dans le groupe. Par exemple, il a été dénoncé des divergences d'opinions dans les antennes du département Guasayan sur la constitution de différents groupes pour une même organisation. Pendant l'assemblée générale du 26 avril 2007 dont l'objectif était d'élire un nouveau président, la commission directive a décidé d'exclure du vote la « *Union Campesina de los Juries* » et les DUFINOC (Délégués Unis du Salado Norte), alors organisations fondatrices du MOCASE, car leurs cotisations n'étaient pas à jour. Le manque d'argent paralyse cette partie du mouvement et use les esprits. Aujourd'hui, le groupe ne reçoit plus que les cotisations des partisans. En avril 2007, il attendait une aide financière du PSA. Pendant ce temps, le MOCASE institutionnel « n'a pas un centime » (L. Santucho, avocat de l'organisation, entretien du 15 mai 2007). Il est à se demander si l'association du MOCASE institutionnel au PSA n'a pas poussé le mouvement dans un processus de bureaucratisation ? La division du mouvement est à son comble. L. Santucho dénonce une ligne politique de soumission quant à la tutelle du PSA.

Dans un second temps, la crise se traduit par des abus de pouvoir. Si la presse reste discrète quant aux actions des MOCASE, les dérives du mouvement sont fréquemment publiées. En 2000, les paysans de La Simona étaient divisés entre ceux qui acceptaient le consensus de l'entente territoriale, et insistaient au passage sur la pression exercée par les dirigeants du MOCASE pour demander plus de terres en utilisant l'intimidation, et ceux qui poursuivaient la lutte aux côtés de l'organisation. Lors d'une manifestation contre le MOCASE le 18 août 2000, un paysan originaire de La Simona dénonçait :

« ... ils font des choses interdites sur les exploitations comme d'abattre les arbres ou encore ils clôturent avec des ficelles n'importe où, ils effraient les voisins et imposent un climat de peur dans la zone ».

Les dénonciations de ce type sont nombreuses dans les départements Aguirre, General Toboada, Mitre et Moreno. Le directeur d'école de La Simona dénonce la menace de mort qu'il a reçue de la part des dirigeants de la « *Carpa Negra* » car il avait accepté des donations matérielles de l'entreprise de Massoni (*Nuevo Diario*, le 30 août 2000).

Le recours à la violence traduit un état de crise dans le sens où elle intervient en ultime recours face à un silence politique. Claudio Trono (entretien

du 1^{er} mai 2007) accuse « la puissance internationale phénoménale » acquise par le MOCASE Via Campesina dont un des partisans, Angel Strapazon, n'a effectué que 4 jours de prison alors qu'il aurait agressé un juge de paix venu expulser une famille. Ce grand propriétaire, originaire de Santa Fé, dénonce les abus exercés par le mouvement. Pour cause, il est entré dans un processus d'entente territoriale sur son lot de Santa Rosa (département Aguirre) et était d'accord pour céder, à la demande de l'occupante Mme Chavez, 60 ha de terre. L'intervention du MOCASE *Via Campesina* a remis en cause la décision de justice, et Mme Chavez demande et utilise aujourd'hui 150 ha.

La force paysanne est aujourd'hui dans une phase clef qui déterminera dans le futur si ses orientations arriveront à sa consolidation ou au contraire à sa dissolution.

4 – Une aide gouvernementale timide

a – Les institutions publiques

Différents programmes nationaux comme « *Prohuerta* » et « *Minifundio* », affiliés à l'INTA (Institut National de Technologie Agricole), se sont focalisés sur la transmission d'une aide technique aux minifundiaires. Ils intègrent les occupants parmi les participants. Le PSA intervient dans quelques unités productives, notamment au travers du MOCASE Institutionnel, par la formation de groupes de paysans qui façonnent un projet que l'institution subventionne. Or, la dispersion territoriale est un facteur limitant d'importance qui écarte les occupants dans un ordre général, les institutions privilégiant le rural et l'aide groupés. De plus, ces deux institutions agissent dans une optique d'amélioration des conditions de vie du petit producteur et non pas dans la régularisation des possessions terriennes.

D'autre part, la préoccupation de l'État national pour la petite production est récente. Les aides gouvernementales au travers de l'INTA et du Secrétariat de l'Agriculture n'ont que 20 ans d'expérience. Dès lors, il n'est pas étonnant de conclure à un manque de maturité quant à une application efficace et à une résolution du problème à sa source. Le PSA et l'INTA ne travaillent pas conjointement et leurs actions restent ponctuelles et disjointes sur le territoire. Il est clair que la prise en compte intégrale des occupants dans ces programmes est relative, face à une prise en charge des minifundiaires propriétaires déjà insuffisante alors que les besoins sont énormes.

b – La « Mesa tripartita »

Si les gouvernements provinciaux et nationaux n'ont pas mis en place de mesures concrètes pour entériner le conflit terrien, il faut noter l'esquisse d'une volonté politique au travers de la constitution de la « *Mesa tripartita* »

qui réunit le chef du cabinet, le ministre de la Justice et des organisations paysannes, dont le MOCASE institutionnel. Elle fut créée en mars 2006 pour mettre en œuvre le registre des possesseurs ou, surnommé différemment, le registre des aspirants à la régulation des possessions terriennes. Ce décret permet à l'occupant d'accéder au plan des mesures de son exploitation mais pas à la titularisation de celle-ci. Une fois cette première étape franchie, c'est à l'occupant d'entreprendre une procédure de prescription. Vu les difficultés d'accès à la justice, l'acquisition des titres de propriété reste utopique mais l'enregistrement officiel des exploitations d'occupants serait déjà un premier pas contre le désordre territorial provincial. Le registre est encore au stade de projet et son application s'avère compromise ou du moins retardée à cause du désintérêt politique, les représentants du gouvernement n'ayant pas assisté aux trois dernières rencontres.

L'introduction d'une culture d'exportation dans les zones sèches de la province, a bouleversé un espace rural fragile et s'est heurtée à une petite production jusque-là oubliée du système. Le cycle du soja a ravivé l'image traditionnelle d'opposition entre latifundio et minifundio. La formation du MOCASE a permis aux occupants d'être remarqués par l'opinion publique mais cela n'a pas suffi à enrayer les vagues d'expulsions. Ces dernières n'ont fait que renchérir le désordre territorial de l'espace rural et le laisser-aller institutionnel accentue les marginalisations sociale et territoriale des occupants.

III – La condition paysanne remise en question

L'anarchie territoriale et le malaise social traduisent un contexte rural en difficulté. La non résolution du problème a diverses origines bien définies telles que nous les avons vu dans la seconde partie. Le laxisme politique serait pourtant la principale cause dont est victime la société paysanne. Pourquoi est-elle exclue ? L'image et l'identité qu'elle transmet imposent une remise en question de sa définition.

A – L'image du minifundiaire en Argentine

L'étude du minifundiaire en Argentine « n'est pas la priorité ». Cette vérité est dénoncée par le directeur de l'Institut de Géographie de Buenos Aires, Mr Pablo Ciccolella (entretien du 18 octobre 2006) et par Cristyna Torres, déléguée du secrétariat des Droits de l'Homme de la Nation pour Santiago del Estero (entretien du 12 mars 2007). Cette dernière ajoute même que l'observatoire national de la situation paysanne minimise les faits. L'étude des petits producteurs n'est donc pas de mode alors qu'ils représentent les 2/3 de la population rurale argentine.

À ceci s'ajoute une image dépréciée du paysan. Les propos tenus par le grand propriétaire C. Trono (entretien du 1^{er} mai 2007) traduisent cette méprise : « Qu'on leur donne 10 ou 50 ha c'est pareil, ils ne savent pas les utiliser ». Le problème est que les minifundiaires, et d'autant plus les occupants, cultivent et produisent de la même façon depuis des décennies. La cause est due à de faibles ressources financières et à un accès à la modernisation technologique limité. En somme, le minifundiaire qui base son système de reproduction sur l'autoconsommation n'offre pas de valeurs ajoutées à la société et son autarcie implique des liens sociaux quasi inexistants. Dès lors, la méconnaissance de son mode de vie et de sa façon de penser se traduit par un rejet de la part de la société urbaine et du reste du monde rural. Une des critiques les plus fortes est celle des « familles assistées » au travers du plan « *Jefe de Hogar* », traduit littéralement par « chef de famille ». En échange de quelques heures de travail communautaire par semaine, le chef de famille perçoit 400 pesos par mois soit 122 € environ, payés par l'État provincial. L'introduction du travail public « actif » devient une caractéristique ancrée dans le contexte socio-économique de la ruralité : il permet de palier la carence productive. Il faut noter à ce sujet que le montant de l'aide publique ne peut offrir une élévation du niveau de vie du minifundiaire mais procède plutôt au maintien de la précarité et de la pauvreté. Ce plan n'introduit donc aucune innovation technologique sur l'exploitation.

Le stéréotype de l'image paysanne et l'ignorance des pratiques engendrent des difficultés quant à la définition de l'individu. Il lui est attribué de multiples facettes qui rendent complexe son identification. Qu'est-ce qu'un petit producteur ? Les entretiens sur le sujet rural mélangent les termes de l'indigène, l'indien, le paysan en référence au « *campesino* », et le minifundiaire. Selon L. Garay (ethnologue, entretien du 5 mars 2007), le terme de l'indien est négatif et provient de la conquête. Ce mot, utilisé par les Espagnols, désignait les natifs de la Province qui parlait le quechua, la langue d'évangélisation. Les indigènes se réfèrent aux personnes qui occupaient les lieux bien avant l'arrivée des colonisateurs. D'ailleurs, la loi indigène de 1994, qui se réfère aux producteurs de pratiques communautaires, s'associe à l'image de « réserves » et par là même introduit une idée d'inégalité. De par cette loi, le paysan est associé à l'indigène puisque cette identification sert à acquérir la propriété collective aux yeux de la justice mais selon L. Garay, cette association n'a plus lieu d'être aujourd'hui car le mode de vie « indigène » n'est plus dans la Province. Suite aux entretiens effectués, seul R. Lobos du MOCASE *Via Campesina*, considère le paysan comme un indigène. Carlos Reboratti (cours du 11 octobre 2007, Université Buenos Aires) distingue quant à lui, le paysan du minifundiaire. Pour lui, le « *campesino* » utilise une main-d'œuvre exclusivement familiale et sa production ne suffit pas à nourrir le groupe. Pour

combler ce manque productif, ce type est caractérisé par une semi prolétarianisation. À l'inverse, le minifundiaire détermine un autre type d'acteur rural puisque la production est dédiée à la vente sur le marché. La reproduction du groupe familial se réalise par la production mercantile. Cependant, il n'est pas considéré comme un producteur capitalisé vu sa faible capacité d'investissement. Pour vivre, il vend donc une partie de sa force de travail sur le marché, le minifundiaire se caractérisant par une multi-occupation (travaux ruraux : récoltes, et travaux urbains).

La définition du petit producteur est difficile à cerner et les autorités argentines rendent bien compte de ce problème. À ce titre, l'Institut statistique national (INDEC) ne considère pas comme « producteur » un paysan qui voue la totalité des fruits de son labeur à la consommation personnelle du groupe familial. Pour le calcul des exploitations sans limites définies, l'organisme n'a pris en compte que les producteurs ayant une activité commerciale. De ce fait, nous pouvons considérer que ce choix de calcul et de considération engendre une sous-estimation du chiffre des occupants.

Le petit producteur est perçu sous différentes images et les définitions exposées sont loin d'être appliquées dans leur sens strict. Nous avons là transcrit des points de vue universitaires mais les situations diverses et l'évolution du système de la petite production montrent une certaine confusion des esprits. Ce qui est sûr, c'est que la représentation politique de l'occupant s'appuie sur différentes perceptions qui empêchent une unité dans la réflexion et donc des actions coordonnées sur le terrain.

Dans un cadre plus général, il convient de rappeler que le Code civil argentin et la Loi provinciale de terres fiscales et de colonisation soutiennent une notion de propriété issue du modèle de la Pampa humide. En ce sens, la clôture de l'exploitation est une condition *sine qua non* à la reconnaissance légale de la propriété. Il n'est alors pas reconnu les exploitations sans limites définies au fonctionnement communautaire qui qualifie une culture ancestrale dans le Nord-Ouest argentin.

La résolution du malaise rural nécessite une réflexion sociale profonde en prenant le problème dans son intégralité, et non pas seulement à partir du conflit terrien ou du contexte socio-économique spécifique.

B – Une perte d'identité

Si le paysan se réfère à un système productif « figé », il n'en est pas de même pour ses caractéristiques sociales rythmées par des rapports conflictuels, qui engendrent aujourd'hui une perte d'identité déjà pressentie dans l'essoufflement du MOCASE.

Le cas des expulsions rend compte de cette mouvance sociale. Le fait que les délibérations judiciaires ne soient généralement pas en faveur des occupants et la participation des forces policières dans les expulsions illégales, engendre une désillusion profonde quant à la conviction citoyenne paysanne. Les petits producteurs ne s'identifient pas à la représentation politique du gouvernement provincial. Celui-ci est considéré comme un « ennemi », un « adversaire » à vaincre. Par conséquent, c'est au travers du rejet de l'institution que la masse paysanne trouve sa reconnaissance. Un membre de la commission directive du MOCASE institutionnel définit clairement la vision de l'autorité : « La police est contre nous, alors qu'on la paie et qu'on l'habille ». L'unanimité des entretiens effectués fait référence à la corruption du système. Les forces de sécurité publiques sont accusées d'abus de pouvoir (70 policiers pour expulser la famille Quiñones dans le département Taboada) et de complicité dans les dénonciations au travers des arrestations arbitraires, persécutions et intimidations injustifiées.

Selon L. Garay, le corps policier de la province ne se caractérise pas comme une classe économique de haut rang mais constitue un ordre politique obéissant à des règles qui lui sont propres, dépendantes d'une logique interne institutionnelle. Et celle-ci se traduit par une mentalité héritée de la colonisation, la police obéit aux ordres d'en haut. Malheureusement le clientélisme politique étant très influent, le « haut » ne correspond plus à une autorité politique autonome mais à des intérêts économiques de particuliers. Son rôle n'a plus de sens du point de vue du mouvement paysan car la reconnaissance identitaire au travers de celle-ci n'est pas. Elle perd donc son symbole démocratique au profit du bon vouloir des plus riches. L'arrivée du nouveau gouvernement n'a rien changé dans les perceptions de l'institution, « le gouverneur a changé mais c'est toujours les mêmes têtes dans les bureaux » (Réunion du MOCASE institutionnel le 7 mars 2007). Il faut toutefois préciser que selon les localités, le pouvoir policier peut se montrer exemplaire.

La délégitimisation de l'État s'agrément de l'État s'agrément d'une crise au sein même de la classe paysanne. Le cas de Mario Gerez dans la localité de Nueva Esperanza (département Pellegrini) est symbolique de la détresse rurale. Le 2 février 2006, Mario Gerez, âgé de 5 ans, et son oncle empruntent un chemin établi sur la propriété d'un entrepreneur qui avait fermé son accès pour ensuite le re-ouvrir. L'intervention armée d'un employé de l'entrepreneur, chargé de surveiller la propriété, provoqua la mort de l'enfant d'une balle dans la tête. Le geste criminel a été justifié par l'auteur « pour le problème de la terre ». Celui-ci est du même rang social que les petits producteurs et malgré sa connaissance du conflit terrien, a conclu un acte significatif de la tension sociale intense caractéristique de l'espace rural de la province de Santiago Del Estero. Les débordements de l'action du MOCASE ont été mentionnés, ici il convient

de souligner l'aggravation du conflit moral issu de tels actes. Les occupants de Quebrachitos (département Aguirre) dénoncent les méthodes utilisées par l'organisation comme l'intimidation, le harcèlement ou les menaces de mort envers toutes les personnes qui maintiennent un lien de travail ou d'amitié avec les nouveaux propriétaires (qui ont accepté le processus de l'entente territoriale). Ainsi, la pression terrienne arrive à un éclatement de la classe sociale paysanne. En 1979, 40 des 86 familles situées à El Mailin (département Taboada) décident de s'unir pour commencer une procédure de prescription. Après 15 années de litiges, la sentence est favorable aux occupants seulement mais celle-ci n'a pas respecté les possessions des familles n'ayant pas participé à la demande de régularisation. Une véritable guerre s'est constituée entre les possesseurs et les propriétaires. Si les exemples présentés sont des cas irréguliers, il n'empêche que la fragilité sociale des occupants montre ses limites. La crise identitaire due à une absence de représentation politique forte au niveau provincial se répercute sur le noyau interne de la couche sociale paysanne. Dans ces conditions, l'état de droit perd toute sa signification.

Face à cette impasse, l'occupant regarde vers d'autres horizons. L'émigration temporaire ou définitive est un échappatoire pour faire face à la précarité économique et assurer la reproduction du groupe. « *El trabajo de golondrina* », c'est dire le « travail d'hirondelle », prend de plus en plus d'ampleur dans le schéma d'organisation traditionnelle. Les hommes, en âge de travailler, partent plusieurs mois dans d'autres départements ou provinces pour effectuer les récoltes des pommes de terre au sud de Buenos Aires, du coton dans la province du Chaco... Cette semi prolétarianisation devient un support financier de grande importance pour la survie du foyer rural. L'émigration définitive concerne davantage la jeune génération. Si les jeunes filles partent dans les centres urbains de proximité pour travailler comme domestiques, les jeunes hommes se consacreront aux tâches artisanales (cordonniers, laveurs, cireurs de chaussures, ventes ambulantes...), ou deviendront salariés des administrations publiques dans le meilleur des cas ou ouvriers des entreprises privées dans le bâtiment. L'espace urbain offre de meilleures opportunités professionnelles notamment par rapport aux études. La ville est donc attractive par ses possibilités d'amélioration du niveau de vie mais cet exode rural provoque un essoufflement démographique des campagnes. La structure familiale des occupants en est modifiée, le vieillissement de la population rurale s'affirme de plus en plus au fur et à mesure de l'aggravation des malaises social et terrien. L'émigration définitive de la Province répond à une tendance générale du continent sud-américain dans le déplacement territorial de la pauvreté. En effet, la petite paysannerie émigrante alimente la précarité urbaine dans le sens où son intégration dans cet espace n'est pas évidente. Cependant, le bien-être offert par ces infrastructures suffit à séduire le paysan.

La formation d'une classe rurale en lutte pour ses droits a subi dans les mêmes temps un affaiblissement de sa force sociale car l'ignorance répétée des pouvoirs publics a provoqué un « ras le bol » moral de la jeune génération et son émigration. C'est tout un pan de la composition démographique qui disparaît avec un hypothétique âge de protestation vigoureux.

Le « boom » du soja transgénique a mis en évidence l'anarchie spatiale des zones rurales santiagueñas. Et même plus, la province de Santiago del Estero devient l'exemple d'un débordement social en conséquence d'une violation territoriale.

Les occupants des exploitations sans limites définies avaient été victimes, jusqu'à la création du MOCASE, d'un oubli et d'un abus politique total au travers des expulsions. Si en 20 ans, une identité paysanne a pris forme grâce à ce mouvement social, la prise de conscience de l'opinion publique ne se traduit pas par des mesures de reconnaissance concrètes, malgré un silence rompu.

La précarité de l'appareil judiciaire avec la Loi de prescription fait que les paysans restent en marge de cette société, amputée par le mal de la corruption. Les actions gouvernementales timides comme l'établissement du registre des possesseurs ne suffisent pas à combler le retard accumulé et les précarités terrienne et économique des petits producteurs. La passivité de l'autorité crée une déviance des comportements, traduite par le recours à la violence.

Le dialogue politique serait pourtant la clef de l'amélioration des conditions paysannes, mais son désintérêt quant aux organisations de base locales engendre une gestion du territoire désordonnée. La résolution du problème nécessite aujourd'hui un changement des mentalités et surtout une reconnaissance identitaire de la part de l'État. Seulement, la persistance des expulsions violentes dans les faits divers actuels et la désintégration interne de la classe paysanne ne peuvent qu'orienter « l'œil observateur » vers le pessimisme.

Bibliographie

- ACUÑA Luis, 2007 – *Relevés météorologiques*. Santiago Del Estero : INTA.
- Amenazan de muerte al director de una escuela. *Nuevo Diario*, Santiago Del Estero, 30 août 2 000, p. 18.
- ARGENTINA. INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA Y CENSO, 1998 et 2002 – *Censo Nacional Agropecuario de la provincia Santiago Del Estero*. Buenos Aires : INDEC.
- BENENCIA Roberto, 1996 – La problemática de los pequeños grupos de productores involucrados en programas o proyectos de desarrollo rural. *Realidad Economica*, Buenos Aires, n° 143, p. 121-140.
- Continúan los reclamos contra el MOCASE en Añatuya. *El Liberal*, Santiago Del Estero, 18 août 2000, p. 8.
- CORRAL Ana, 2003 – *Impacto de la agroecología en la economía minifundista*. Universidad Internacional de Andaloucia, 108 p. (Thèse, 2003).
- DURAND Patricia, 2005 – Movimientos campesinos contemporáneos : el caso del MOCASE. *Alasru*, Buenos Aires, p. 203-228.
- GALVAN Lucretia et al., 2003 – *Análisis espacial de precipitaciones en la provincia de Santiago Del Estero a escalas temporales mensual y anual*. Santiago Del Estero : INTA, 17 p.
- KAYSER Bernard, 1990 – *La renaissance rurale*. Paris : Armand Colin, p. 11-45.
- PAZ Raul, 1995 – Degradación de recursos en economías rurales empobrecidas en el Noroeste argentino. *Debate agrario*, p. 23-67.
- PAZ Raul, 2002 – *Sistemas de producción campesinos caprinos en Santiago Del Estero*. Tucuman : Universidad Nacional de Tucuman. 316 p.
- STARCK Emilie, 2004 – *Le Sud Ouest du Rio Dulce (Santiago Del Estero, Argentine) : un exemple de ruralité dans un milieu semi-aride*. Bordeaux : Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3, 107 p. (Maîtrise, Géographie, 2004).

Liens Internet :

- MOCASE. *Santiago Del Estero*. [En ligne]. www.argentina.indymedia.org/features/santiago/ : page consultée le 7/06/07.
- MOCASE Via campesina. *Santiago Del Estero*. [En ligne]. www.mnci.org.ar : page consultée le 7/06/07.
- INTA. *Santiago Del Estero*. [En ligne]. www.inta.gov.ar : page consultée le 10/06/07.

La réalisation de cet article n'aurait pas été possible sans la disponibilité et spontanéité sans faille des Santiaguenses. Je remercie toutes les personnes sollicitées et interviewées pendant la recherche, notamment Pablo MURATORE et Howard VAN MEER.

Résumé

Pourquoi les exploitations sans limites définies constituent-elles l'un des principaux maux de l'espace rural argentin ? L'exemple de Santiago del Estero (province du Nord-Ouest) permet une mise en évidence des caractéristiques structurelles des minifundios sans titre de propriété, aujourd'hui impliqués dans un conflit terrien sans précédent. La petite agriculture de survie, marquée par une grande pauvreté et une forte interaction avec le milieu semi-aride, est confrontée aux impératifs commerciaux internationaux. Face aux vagues d'expulsions liées à l'extension rapide du soja transgénique, jusqu'à des terres marginales, les occupants se trouvent démunis par suite d'un appareil judiciaire précaire et d'un désintérêt politique à la fois provincial et national.

En réponse à cette violation territoriale, la naissance du mouvement paysan MOCASE a engendré une force de représentation identitaire pour faire entendre les droits d'une population rurale marginalisée. Or, les autorités politiques, marquées par un clientélisme ancien et assurées d'un manque de réaction de l'opinion publique, ont affaibli l'organisation paysanne aujourd'hui en crise. Les marginalisations sociale et économique des occupants continuent donc. Ce problème nécessite une remise en question de type politique : c'est sans doute le seul échappatoire à l'« anarchie » territoriale provinciale.

MOTS-CLÉS : Argentine, Province de Santiago del Estero, minifundio, semi-aridité, expulsion, mouvement paysan, identité, politique provinciale.

Resumen

La precariedad campesina argentina en medio semi-desértico : el ejemplo de Santiago del Estero.

¿ Porque la explotaciones sin limites definidos constituyen una de la principales plagas del espacio campesino argentino ? El ejemplo de Santiago del Estero (provincia del Noroeste) permite evidenciar las características estructurales de los minifundios sin título de propiedad, hoy involucrados en un conflicto agrario sin precedente. La pequeña agricultura de supervivencia, marcada por una gran pobreza y una fuerte interacción con el medio semi-árido, se enfrenta a los imperativos comerciales internacionales. Así ocurre con las nuevas inversiones en el cultivo de la soja transgénica, ligadas al despojo de tierras mediante la expansión rápida de la planta hasta tierras marginales, lo cual implica la expulsión de los ocupantes. A esto se agrega un aparato judicial precario y el desinterés político provincial y nacional.

En respuesta a esta violación territorial, el nacimiento del movimiento campesino MOCASE ha creado una fuerza de representación con fuerte identidad para defender los derechos de esta población rural marginada. Ahora bien, las autoridades políticas, caracterizadas por un clientelismo antiguo y asociadas a una falta de reacción de la opinión pública, han debilitado la organización campesina hoy en crisis. La marginalidad social y económica de los ocupantes continúa y necesita un replanteamiento en torno a su consideración política, única escapatoria de la « anarquía » territorial provincial.

PALABRAS CLAVES : Argentina, Provincia de Santiago del Estero, minifundio, semiárido, expulsiones, movimiento campesino, identidad, política provincial.

| Abstract |

The Argentinan peasant precariousness in an semidesert environment : the sample of Santiago del Estero.

Why are the defined unlimited exploitations one of the main plague of Argentinean rural environment? Santiago del Estero (North West province) is an example allowing to realize the structural characteristics of minifundio having no title deed and nowadays facing a major earthling conflict. Subsistence agriculture, which characteristics are high poorness and strong link with semiarid environment, is confronted to international trade issues. Therefore inhabitants are totally resourceless towards the massive expulsion due to the growing culture's development of genetically modified soja. Moreover, minifundio inhabitants are confronted to a precarious legal framework and to the state's disinterest at both national and province level.

To answer to this eviction flood a peasant movement is born: the MOCASE. This movement aims at representing and acting for the recognition of this marginalized rural population rights. But political authorities have weakened cultivators' organizations due to the system of vote-catching and the public opinion stasis. Therefore, minifundio inhabitants are still under social and economical marginalization. Questioning and action are of first necessity concerning its political consideration and recognition. It would be the only way out of the province territorial « anarchy ».

KEYWORDS : Argentina, Santiago del Estero Province, minifundio, semiarid, inhabitants evictions, peasant movement, identity, Province politics.